



*MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION*

UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTE
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25 030 BESANCON CEDEX

☎ 03.81.66.57.03
✉ service.marches@univ-fcomte.fr

Cahier de clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

PROCEDURE ADAPTEE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

***Travaux de désamiantage préalables aux travaux d'aménagement
et de restructuration dans le bâtiment métrologie B
à l'UFR sciences et techniques***

Table des matières

1.	PRESENTATION DE L'OPERATION ET DE SON CONTEXTE	4
1.1.	Nature de l'opération	4
1.2.	Maître de l'ouvrage - Maître d'œuvre	4
1.3.	Décomposition des travaux en lots	4
1.4.	Planning de travaux	4
1.5.	Classement incendie	4
1.6.	Documents joints	4
2.	VISITE ET CONSTITUTION DE L'OFFRE	4
2.1.	Visite	4
2.2.	Documents obligatoires devant constituer l'offre.....	4
2.3.	Etendue des travaux.....	5
2.4.	Protection et sauvegarde des existants	5
2.5.	Divers.....	6
2.6.	Généralités	7
3.	TRAVAUX DE DESAMIANPAGE - BASE	9
3.1.	Désamiantage de la cage d'escalier 2 (centrale) de Métrologie B1	9
3.2.	Désamiantage du Bloc Sanitaires Ouest de Métrologie B1	9
3.3.	Désamiantage partiel de la circulation de la circulation entre Métrologie A et Métrologie B	10
4.	TRAVAUX DE DESAMIANPAGE - OPTIONS	10
4.1.	Désamiantage de la cage d'escalier de l'Aqua jusqu'à la galerie technique	10
4.2.	Dépose de 2 gaines de ventilation naturelle au N-2	10
4.3.	Dépose du tronçon de gaine de ventilation en sortie de la CTA	10
5.	RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES	10
5.1.	DOE	10
5.2.	Réception des travaux	10
5.3.	Délais de réalisation des travaux.....	10
6.	RAPPELS REGLEMENTAIRES	11
6.1.	Documents de références	11
6.2.	Plan de retrait	11
6.3.	Co-activité	11
6.4.	Sécurité du personnel effectuant le retrait.....	12
6.5.	Obligation de résultat - Garanties.....	12
6.6.	Qualifications (impératif).....	12
6.7.	Protections particulières	12

6.8.	Pièces à fournir.....	12
8.	HYGIENE, SECURITE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	14
8.1.	Sécurité des abords.....	14
8.2.	Protection de l'environnement et des riverains	14
9.	AUTRES MODALITES D'EXECUTION	14
9.1.	Accès aux sites.....	14
9.2.	Autorisations d'accès en domaine privé.....	14
9.3.	Identification et contact avec les concessionnaires.....	15
9.4.	Entreposage et rangement du matériel	15
9.5.	Nettoyage	15
9.6.	Remise en état après intervention.....	15
10.	ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE	16

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DE SON CONTEXTE

1.1. Nature de l'opération

Désamiantage préalable aux travaux d'aménagement- restructuration du bâtiment Métrologie B.

1.2. Maître de l'ouvrage - Maître d'œuvre

- Maître de l'ouvrage : Université de Franche Comté 1-3 rue Goudimel 25000 Besançon
- Maître d'œuvre : Université de Franche Comté - direction du patrimoine immobilier

1.3. Décomposition des travaux en lots

L'ensemble des travaux de la présente opération est décomposé en un seul lot : Désamiantage

1.4. Planning de travaux

Les travaux de désamiantage sont prévus être réalisés à compter du 17 juin 2019 (semaine 23).

Ils devront être réceptionnés pour la 21 aout 2019.

1.5. Classement incendie

Les travaux décrits ci-dessus auront lieu dans un site ERP de type R de 1ème catégorie en activité.

1.6. Documents joints

- Plans existants (.zip)
- Extrait Rapport diagnostic Socotec - Synthèse et Plans repérage
- DPGF

2. VISITE ET CONSTITUTION DE L'OFFRE

2.1. Visite

Pour la visite des locaux et le site, l'entreprise prendra contact avec :

Sylvain FAUCHET,

- Mail : sylvain.fauchet@univ-fcomte.fr
- Tel : 03.81.66.65.51 / 06.63.74.34.81

Jean-Pascal ANSEL,

- Mail : jean-pascal.ansel@univ-fcomte.fr
- Tel : Secrétariat : Myriam Lambert 03.81.66.62.03

2.2. Documents obligatoires devant constituer l'offre

- Le justificatif des qualifications de l'entreprise candidate pour ces travaux
- Le CCTP signé
- Le DPGF dûment complété,
- L'attestation de visite obligatoire – annexe 1 à l'acte d'engagement

- Le mode opératoire proposé avec :
 - Indication de la constitution et du nombre d'équipes travaillant simultanément,
 - Phasage du chantier depuis son démarrage et selon ses différents items avec indication des confinements prévisionnels,
 - Techniques et moyens employés.

Il est précisé que la décomposition des prix des postes listés dans le DPGF pourra avantageusement être donnée en annexe, chaque entreprise n'ayant pas la même approche pour établir son chiffrage.

Les prix obtenus seront alors reportés et/ou répartis dans ledit DPGF dans les cases prédéterminées sans rien leur ajouter, ce qui constituera alors le prix global de l'opération.

2.3. Etendue des travaux

L'entreprise retenue au présent marché aura à sa charge l'exécution de tous les travaux comprenant :

- L'installation de chantier
- La dépose des éléments contenant de l'amiante et leur évacuation

Et de manière générale, tous les travaux nécessaires pour une parfaite exécution et finition.

L'entrepreneur, par le fait même de soumissionner, est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

L'entreprise est censée connaître parfaitement toutes les prestations de l'ensemble des travaux. Du fait de sa qualification, il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

Il ne sera toléré aucune réclamation, ni accordé aucun supplément de prix pour méconnaissance de ses ouvrages.

2.4. Protection et sauvegarde des existants

L'entreprise assurera la protection de son chantier, des ouvrages existants durant son intervention. Elle veillera à limiter ses nuisances vis à vis des tiers et lors de ses allées et venues autour de l'établissement. Elle sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Les travaux seront à réaliser sur bâtiments occupés. Toutes dispositions devront être prises :

- Pour garantir la sécurité des occupants ;
- Pour protéger les existants.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

2.5. Divers

2.5.1. Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants. Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- Les possibilités d'accès
- Les moyens qu'il doit engager pour les installations de chantier
- Les servitudes diverses à l'environnement
- L'état des existants et leurs principes constructifs
- La nature des matériaux constituant les existants
- La nature des réseaux extérieurs, voiries, trottoirs... En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût. L'offre de l'entreprise est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

L'entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité pour sujétions particulières concernant les difficultés d'accès, de circulation, etc. et de phasages. Le montant de l'acte d'engagement étant forfaitaire, l'entrepreneur devra procéder, lors de la visite de site obligatoire, à toutes mesures et tous sondages nécessaires à son chiffrage.

L'entrepreneur reconnaît s'être rendu compte, sur place, de tous les travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature, il reconnaît avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être omis sur les plans ou dans le CCTP et avoir prévu, dans ses prix unitaires forfaitaires, tous les travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie.

2.5.2. Relevés – Vérifications sur place

Avant tout début des travaux, le titulaire du présent marché procédera à une vérification systématique des côtes intéressant ses ouvrages, quels que soient les travaux de relevés nécessaires.

2.5.3. Protection des existants

L'entreprise prendra toutes les précautions et dispositions utiles, afin de préserver l'ensemble des existants mitoyens avec ces propres travaux. En cas de détérioration, la remise en état à l'identique sera exécutée par le titulaire du marché sans aucune plus-value. Tout dégât sera réparé ou remplacé à l'identique par le titulaire du marché sans aucune plus-value du fait de sa responsabilité à maintenir en état l'ensemble des protections pendant toute la durée du chantier.

2.5.4. Nettoyage du chantier

Le titulaire du présent marché sera tenu de nettoyer les abords et évacuer ses gravats au fur et à mesure de l'avancement de la démolition.

Les différents déchets et gravois provenant des travaux du présent marché seront triés et évacués dans les décharges spécifiques à chaque type de matériaux.

2.5.5. Sécurité et protection de la santé

En application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, du décret du 26 décembre 1994 et suivants, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier.

L'entreprise devra exiger de son personnel le respect et l'application des lois et règlements en vigueur, concernant la sécurité générale autant que celle de l'installation de chantier. Elle devra se conformer à toutes les observations particulières des organismes habilités à contrôler le chantier : Direction Départementale du Travail et de la main d'œuvre, O.P.P.B.T.P., Comité hygiène et sécurité, etc.

La sécurité des ouvrages provisoires et des engins, la responsabilité de la conception, de la réalisation, de leur emploi incombent uniquement à l'entrepreneur. Celui-ci est pleinement responsable de la sécurité de ses travailleurs, quels que soient les accidents provoqués par un défaut d'emploi des engins, machines, outils, ou de personnel recherchées, mais ne sont nullement limitatives.

2.5.6. Dégradations accidentelles

Le présent entrepreneur devra indiquer, dans le programme de démolition, toutes les précautions qu'il compte prendre pour éviter toutes les dégradations aux éléments existants. Les dégradations accidentelles imputables à la méthode d'exécution des travaux seront dues par le présent entrepreneur.

2.5.7. Autres obligations générales de l'entrepreneur

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission dans le dossier de consultation pour refuser des travaux et fournitures nécessaires au complet achèvement de l'opération, ou pour prétendre à un supplément à son prix. De ce fait, l'entrepreneur est réputé avoir procédé à une visite détaillée de tous les locaux concernés, et avoir parfaite connaissance de toutes les sujétions relatives aux lieux, aux accès, à l'exécution de ses travaux, aux contraintes du site, aux documents de la consultation, etc...

2.6. Généralités

2.6.1. Repérage

Il est joint en annexe le rapport de repérage de l'amiante avant travaux de l'immeuble où apparaissent plusieurs types de matériaux amiantés.

Tous ces éléments sont repérés sur plan et ce qui doit être traité au titre des travaux est décrit ci-après.

2.6.2. Fluides (eau et électricité)

Les besoins en eau pourront être couverts en prélevant dans les sanitaires situés à proximité dans les étages. Un soin particulier devra être apporté au traitement de la traversée des circulations existantes (afin de ne pas générer d'obstacles) et dans le cheminement dans lesdites toilettes afin que les usagers puissent continuer à les utiliser, bien évidemment tant qu'on n'intervient pas dans lesdits sanitaires.

Pour l'électricité, des armoires de chantier seront à disposer, reprises sur nos armoires d'étage. Le branchement est à la charge du titulaire du présent lot ainsi que la vérification par un organisme agréé de la conformité de ces installations, ceci sans majoration du prix.

2.6.3. Planning d'occupation du bâtiment Métrologie

- A partir de la semaine 25, et sur juin, juillet et août, il y a très peu d'étudiants dans les lieux.
- Semaines 30, 31, 32 et 33 : il n'y a ni étudiants ni personnel
- Semaines 34 et 35 : la rentrée se fait progressivement pour le personnel
- A partir du 2 septembre, le bâtiment est occupé.

3. TRAVAUX DE DESAMANTAGE - BASE

3.1. Désamiantage de la cage d'escalier 2 (centrale) de Métrologie B1

Cages d'escalier située face à l'ascenseur en Métrologie B1. Cette cage dessert les niveaux -1 à +4.

La prestation consiste au retrait de la peinture gouttelette amiantée située sur les murs, les plafonds et sur tout autres supports présent dans la zone à traiter. Cela comprend également le traitement des plinthes et de la colle amiantée.

Périmètre : Sur toute la hauteur et surface de la cage.

Planning : cette zone doit être traitée en priorité, à partir de la semaine 25 (17/06/19)

Les sols ont déjà été désamiantés en 2017. L'ensemble des marches, contremarches, nez de marches dont été enlevé, ainsi que les bordures caoutchoutées des paliers intermédiaires. Les plinthes carrelées de 20 cm x 7,5 cm et leurs colles sont non amiantées.

Nota : Le niveau 4, du ressort du Code du Travail, n'aura plus qu'un dégagement lors des travaux de la cage. Il est demandé à ce que le programme et le chiffrage des travaux permette de n'intervenir que durant la période de fermeture complète de l'Université ou alors de traiter et libérer en priorité la cage entre les niveaux 3 et 4. Procédure et planning d'intervention (début et durée spécifique d'immobilisation) à spécifier pour cette portion.

3.2. Désamiantage du Bloc Sanitaires Ouest de Métrologie B1

Le bloc de sanitaires au rez-de-chaussée (N0), situé juste à l'Est de la cage d'escalier attenante à la salle des actes, sera entièrement désamianté : peintures des murs et du plancher-haut, plinthes, carrelages et colles.

Le sanitaire est peint sur l'ensemble de ses parois y compris cloisonnement intérieurs, avec de la peinture 'cloquée' reconnue amiantée et y compris sous-face de dalle. Dans ces sanitaires ont été revêtus également de cette peinture, les réseaux d'eau potable, d'alimentation de chauffage, d'évacuation des eaux vannes et usées.

Plutôt que d'être désamiantés, les cloisonnements intérieurs, compris bâtis de portes, seront démolis. Les murs restants, allèges, trumeaux, faces de poutre côté façade seront débarrassés de leur peinture cloquée compris les tuyaux et canalisations présents.

Nota : Le radiateur à ailettes devant l'allège, et décollé de 4 cm du mur ne sera pas déposé, ce qui compliquera la tâche pour décaper l'allège amiantée.

Sont présents également, miroir, goulotte électrique, évier, bac à seau, sèche-mains, ensembles cuvettes-WC, urinoirs, distributeurs de savon, des carrelages muraux.

Seront déposés par l'Université : miroir, sèche-mains, dévidoirs WC, distributeurs de savon, éclairages en plafond et tout équipement non fixé.

Seront inertés par l'Université : câbles électriques passant en goulotte, alimentation électrique des équipements, éclairage de plafond, alimentation en eau de l'évier, du bac, des blocs WC, des urinoirs

3.3. Désamiantage partiel de la circulation de la circulation entre Métrologie A et Métrologie B

La circulation située à la sortie de la cage d'escalier évoquée au point 4.1 et en direction de l'amphi A, au niveau N-2 doit être désamiantée dans le but de pouvoir mettre un flochage coupe-feu sur le plancher-haut. C'est pourquoi seule la partie donnant sur le plancher bas du N-1 de Métrologie B sera traitée.

La prestation consiste au retrait complet de la peinture gouttelette amiantée des plafonds et murs jusqu'au droit de la poutre séparant le bâtiment A et le bâtiment B.

4. TRAVAUX DE DESAMIANPAGE - OPTIONS

4.1. Désamiantage de la cage d'escalier de l'Aqua jusqu'à la galerie technique

Cages d'escalier située derrière l'aqua et permettant d'accéder à la galerie technique. Cette cage dessert les niveaux -1 à -2.

La prestation consiste au retrait de la peinture gouttelette amiantée située sur les murs, les plafonds et sur tout autres supports présent dans la zone à traiter du N-1 au N-2.

4.2. Dépose de 2 gaines de ventilation naturelle au N-2

A l'étage N-2, on retrouve 2 gaines amiantées permettant d'assurer une ventilation basse naturelle dans 2 locaux.

La prestation consiste en leur dépose complète, à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment, puis à l'évacuation et au traitement des déchets.

4.3. Dépose du tronçon de gaine de ventilation en sortie de la CTA

Dans la sous-station du bâtiment A, une centrale d'air est équipée d'une portion de gaine rectangulaire permettant la liaison avec la maçonnerie ou passe la gaine. La prestation consiste en la dépose et l'évacuation de ce raccord de gaine amiantée.

5. RECEPTION DES TRAVAUX - GARANTIES

5.1. DOE

Fourniture des DOE des travaux réalisés (plan de retrait, résultats d'analyses, bordereaux de suivi des matériaux amiantés, etc.)

5.2. Réception des travaux

En fin de chantier, avant réception des travaux, l'entreprise devra s'assurer de la finition complète de ses ouvrages, et de la conformité des analyses de restitutions.

5.3. Délais de réalisation des travaux

L'Université de Franche-Comté souhaite que le maximum des travaux soit conduit sur juin et juillet 2019 avec priorisation sur les zones des cages d'escalier desservant les étages.

6. RAPPELS REGLEMENTAIRES

6.1. Documents de références

Les travaux sont régis par les texte et règles suivantes ; Cette liste n'est pas limitative.

- Code de la santé publique
- Code du Travail
- Directive 83/477 CEE du 19 septembre 1983 modifiée, concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail
- Circulaire DRT 98/10 du 5 novembre 1998 relative aux modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante
- Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- Arrêté du 14/05/96 relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- Circulaire n° 96-60 du 19/07/96 et n°2005-18 du 22 février 2005 relatives à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment
- Circulaire conjointe DGS/VS3, DGHUC/QC1 et DPPR/BGTD 98-589 du 25 septembre 1998, et Circulaire UHC/QC1/24 n°2003-73 et DGS/SD7 C n°2003-589 du 10 décembre 2003 relatives à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Décret du 4 mai 2012 sur les mesures d'empoussièrement
- Arrêtés du 7 mars 2013 et du 8 avril 2013
- Les normes NF X 43-050, NF X 43-269, NF X 46 .020
- Arrêté du 22 février 2007 (certification des entreprises chargées des travaux de retrait)
- Arrêté du 22 décembre 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Règlement sanitaire départemental.

Cette liste est non limitative. L'entrepreneur devra tenir compte de tous les arrêtés et règlements relatifs à ses prestations, en vigueur à la date de la soumission.

6.2. Plan de retrait

L'opération ayant pour finalité le retrait de matériaux contenant de l'amiante, relève de la section 2 du décret 96-98 du 7 février 1996, en conséquence un plan de retrait doit être établi par l'entreprise.

Ce plan de retrait doit être soumis un mois avant le démarrage des travaux à l'Inspecteur du Travail, à la C.R.A.M., à l'O.P.B.T.P. Ce plan devra être prêt pour le 15 mai 2019.

6.3. Co-activité

Pendant toute la durée des travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante, dans les zones considérées, il ne doit y avoir aucune co-activité avec d'autres entreprises.

L'entreprise devra également s'assurer qu'aucune personne autre que celles habilitées de son entreprise ne soit présente sur les lieux du chantier de dépose.

Les zones concernées par le chantier devront être très visiblement balisées et interdites physiquement à toutes personnes autres que celles habilitées. Si nécessaire, un confinement sera effectué par zone.

Le chantier n'a pas de coordonnateur SPS spécifique. Toute coactivité est impossible. Les travaux de l'opération Après Temis dans la même zone sont toutefois suivis par un SPS.

Le bureau de contrôle amiante, si nécessaire est à la charge du prestataire.

6.4. Sécurité du personnel effectuant le retrait

Le personnel effectuant le retrait et la manutention de matériaux contenant de l'amiante devra avoir à sa disposition tous les équipements de protection individuelle nécessaires (combinaison étanche, masque complet à filtration (P3) et ventilation assistée, gants, bottes, casques, harnais, etc.).

Le personnel affecté aux travaux de retrait d'amiante devra répondre aux conditions prévues par l'arrêté du 4 avril 1996 ou à toute autre réglementation en vigueur.

Avant tout commencement d'intervention, l'entrepreneur du présent marché devra procéder à l'évaluation des risques et prendre les mesures correspondantes à cette évaluation dans le strict respect de la réglementation en vigueur, notamment l'évaluation du niveau d'exposition et sa durée, la description précise des méthodes envisagées pour assurer la protection des opérateurs et la protection de l'environnement. Cette évaluation devra être transmise au Médecin du Travail, au CHSCT ou aux délégués du personnel, à l'Inspection du Travail, à la C.R.A.M., à l'O.P.P.B.T.P.

Les opérateurs devront être formés à la prévention et à la sécurité, notamment à l'emploi des équipements et des vêtements de protection.

Des notes informant les opérateurs des risques et des moyens de prévention retenus devront être établies par l'entreprise du présent lot pour chaque poste.

6.5. Obligation de résultat - Garanties

Dans le cadre du présent dossier, l'entrepreneur ou le groupement d'entrepreneurs, doit assurer une garantie de résultat. Les travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante et les conditions de travail devront respecter strictement le décret 96-98 du 7 février 1996.

6.6. Qualifications (impératif)

L'entrepreneur devra apporter la justification de son aptitude à répondre au présent marché, et fournir au Maître d'œuvre la qualification 1512 et/ou 1513. Si l'entreprise ne possède pas la qualification amiante Qualibat 1513 ou AFAQ-ASCERT, elle devra apporter les éléments permettant de justifier son aptitude à réaliser des travaux de retrait de matériaux non friable contenant de l'amiante, et devra obligatoirement faire appel à une entreprise qualifiée pour tous travaux de retrait de matériaux friables contenant de l'amiante.

6.7. Protections particulières

L'entrepreneur devra prendre en charge toutes les protections individuelles ou non, visant à la sécurité des personnes intervenant sur le chantier, imposées par la réglementation en vigueur, l'établissement, le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

6.8. Pièces à fournir

Pendant la période de préparation des travaux, l'entrepreneur devra fournir les pièces suivantes (un original et deux copies).

6.8.1. Plan de retrait

Le plan de retrait doit donner tous renseignements nécessaires et toutes précisions en fonction de la nature des travaux et des conditions du chantier.

Un plan et croquis des lieux est soumis à l'avis du médecin du travail, du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ou à défaut, des délégués du personnel. Il est transmis un mois avant le démarrage des travaux à l'inspection du travail IT, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale la CRAM et à l'organisme professionnel de prévention dans le bâtiment (OPPBTP)

6.8.2. Inspection préalable

Avant toute installation de chantier, une visite du site sera effectuée par l'entrepreneur en présence du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre. Au cours de cette visite, l'entrepreneur en vue des mesures de prévention et de sécurité à prendre :

- définira la ou les zones de confinement
- matérialisera les zones à risques
- déterminera les accès du personnel, les circulations des véhicules et des engins, les aires de stockage transitoire, etc.
- il prendra connaissance de tous autres éléments pouvant avoir une influence sur la prévention et la sécurité

6.8.3. Consistance des travaux

Les travaux de désamiantage comprendront au minimum :

Une phase étude avant travaux comprenant la visite des lieux, le repérage des éléments constitutifs, la rédaction du plan de retrait des matériaux, la mesure d'état initial.

Une phase préparatoire comprenant la mise en place des installations de chantiers, de l'ensemble des protections, prévues au plan de retrait.

Une phase chantier, de retrait, d'évacuation des matières amiantées, de dépoussiérage des locaux de travail et les mesures réglementaires.

Une phase de restitution comprenant la dépose des protections mises en place, les analyses de restitution réglementaires si besoin, et le traitement des déchets, le nettoyage et la réception.

L'ensemble de ces travaux sera explicité dans le plan de retrait établi par l'entreprise, soumis pour approbation aux administrations concernées et pour information au maître d'ouvrage.

Le démarrage du chantier ne pourra avoir lieu qu'après le délai légal d'instruction du dossier.

6.8.4. En fin de travaux

L'entrepreneur devra fournir le dossier RFI (rapport final d'intervention) et la fourniture des DOE des travaux réalisés (plan de retrait, résultats d'analyses, bordereaux de suivi des matériaux amiantés, etc.)

En fin de chantier, avant réception des travaux, l'entreprise devra s'assurer de la finition complète de ses ouvrages, et de la conformité des analyses de restitutions.

8. HYGIENE, SECURITE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

8.1. Sécurité des abords

Lorsque les travaux du présent marché conduisent le titulaire ou son personnel à utiliser ou stationner sur les voies publiques ouvertes à la circulation, le titulaire assurera la signalisation suivant les prescriptions de la réglementation en vigueur.

Si l'intervention du titulaire nécessite des permissions d'occupation de voirie ou des arrêtés de voirie, les demandes correspondantes seront effectuées sans délai par ses soins, en tenant constamment informé le Maître d'ouvrage des démarches engagées jusqu'à leur bon aboutissement.

Il adressera au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre copie des permissions et arrêtés délivrés avant tout commencement d'exécution.

Plus généralement, le titulaire prendra à son initiative, à ses seuls frais, toutes mesures permettant d'assurer la sécurité des abords, la sécurité des usagers des voies publiques et celle des voisins.

Il est rappelé que dans tous les cas, l'accès des propriétés riveraines devra être maintenu. Ces accès doivent permettre la libre circulation aux riverains ainsi que toutes interventions de secours éventuelles.

8.2. Protection de l'environnement et des riverains

Le titulaire est censé avoir pris connaissance des sites et pris ses dispositions vis-à-vis de l'acheminement de la mise en place de ses équipements et de la signalisation horizontale et verticale nécessaire à la circulation routière et piétonne.

Après investigation il rebouchera les carottages.

Le titulaire devra prendre, à ses frais, toutes mesures pour la protection de l'environnement : protection des milieux aquatiques, limitation au maximum d'émission de poussières et d'émissions gazeuses, limitation au mieux des émissions sonores, etc.

Les salissures des voies du domaine public ou des voies privées par les engins et camions du titulaire devront être éliminées par ses soins.

En cas de dégradation d'ouvrages, d'équipements ou de matériel découlant de son intervention, le titulaire remettra en état par ses soins, à ses frais et sans délai, ces ouvrages, équipements et matériels sans qu'il soit besoin de le mettre en demeure. Cette remise en état sera réalisée en étroite concertation avec le Maître d'ouvrage.

9. AUTRES MODALITES D'EXECUTION

9.1. Accès aux sites

Le titulaire s'assurera de l'accessibilité des sites par rapport à ses besoins.

9.2. Autorisations d'accès en domaine privé

Les autorisations d'accès en domaine privé si nécessaire seront à la charge du titulaire.

9.3. Identification et contact avec les concessionnaires

Le titulaire identifiera par lui-même les concessionnaires avec lesquels il lui est utile de rentrer en contact. Il prendra de lui-même ces contacts pour obtenir tous renseignements et éventuelles autorisations pour l'exécution de sa mission. Il informera régulièrement le Maître d'ouvrage.

9.4. Entreposage et rangement du matériel

Le titulaire est seul responsable de l'entreposage et du rangement de son matériel.

9.5. Nettoyage

Les nettoyages en cours de travaux seront exécutés quotidiennement et les gravois indemnes de pollution seront évacués au fur et à mesure à la décharge.

Les matériaux amiantés ou pollués seront immédiatement évacués en fin de journée et après conditionnement suivant la description du plan de retrait.

9.6. Remise en état après intervention

Les secteurs d'intervention qui se seraient trouvés salis ou modifiés par le titulaire du fait de l'exécution de sa mission seront nettoyés et remis en leur état initial avec soin par lui, à ses frais.

10. ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE

A

LE

Mention manuscrite « **LU ET ACCEPTE** »
Cachet et signature de l'entreprise